

Liste des orateurs et présidents de séances :

Silvia ALLEGREZZA	Professeur de droit pénal à l'Université du Luxembourg
Xavier BETTEL	Premier ministre, ministre d'État du Grand-Duché de Luxembourg, pressenti
Marc BICHLER	Ambassadeur itinérant pour les Droits de l'Homme
Stefan BRAUM	Professeur de droit pénal à l'Université du Luxembourg
François BILTGEN	Juge à la Cour de justice de l'Union européenne
Francis DELAPORTE	Président de la Cour administrative
Agnès DURDU	Présidente du Conseil d'Etat
Jörg GERKRATH	Professeur de droit public et européen à l'Université du Luxembourg
Robert HARMSEN	Professeur de sciences politiques à l'Université du Luxembourg
Patrick HURST	Président du Centre pour l'égalité de traitement
Tine A. LARSEN	Présidente de la Commission Nationale pour la Protection des Données
Jean-Paul LEHNERS	Président de la Commission Européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)
Katalin LIGETI	Professeur de droit pénal à l'Université du Luxembourg
Claudia MONTI	Médiateur / Ombudsman
Stéphane PALLAGE	Recteur de l'Université du Luxembourg
Gilbert PREGNO	Président de la Commission Consultative des Droits de l'Homme
Georges RAVARANI	Juge à la Cour européenne des droits de l'homme
Noémie SADLER	Avocate à la Cour
René SCHLECHTER	Président du Ombuds-Comité pour les droits des enfants
Dean SPIELMANN	Juge à la Cour de justice de l'Union européenne
Tatiana TERMACIC	Cheffe de la Division Coordination et coopération internationale, DG, Droits de l'homme et État de droit, Conseil de l'Europe
Claude WEBER	Président de la Ligue des Droits de l'Homme (ALOS-LDH a.s.b.l.)
Jean-Claude WIWINIUS	Président de la Cour Constitutionnelle



Conférence La défense des Droits et Libertés fondamentaux au Grand-Duché de Luxembourg

Rôle, contribution respective et concertation des organes impliqués

16 décembre 2019

Bâtiment Weicker, salle B001

4, rue Alphonse Weicker, 2721 Luxembourg



Inscription gratuite mais obligatoire jusqu'au 9 décembre 2019 via le lien suivant: <https://bit.ly/34tBwEY>

Programme

La condition des Droits et Libertés fondamentaux a connu un certain nombre de rebondissements ces dernières années. Le Grand-Duché s'est en effet porté candidat pour être élu, pour la première fois de son histoire, en tant que membre à part entière du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour le mandat de 2022 à 2024. Par ailleurs, le Gouvernement a présenté en 2018 son premier Plan d'Action National pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Au même moment, l'avancement de la procédure de révision de la Constitution, en chantier depuis 2009, marque un nouvel arrêt regrettable et le nouveau chapitre relatif aux Droits et Libertés fondamentaux, qui a connu de nombreux amendements, attend donc toujours d'être adopté. Sur cet arrière-plan il a paru salutaire de faire le bilan sur la défense des droits humains au Luxembourg en s'intéressant aux rôles respectifs et à la concertation des multiples acteurs nationaux et européens qui œuvrent à la protection de ces droits.

9:00 – 9:30 *Enregistrement et café d'accueil*

9:30 – 11:15 **Allocution d'ouverture**
Stéphane Pallage

Séance introductive
prés. François Biltgen

- La situation présente des Droits et Libertés garantis au Grand-Duché
Jörg Gerkrath
- Le respect des engagements internationaux - Marc Bichler
- La politique de développement du Grand-Duché et la mise en œuvre des droits fondamentaux dans un contexte interculturel - Stefan Braum
- Diffusion et enseignement des Droits et Libertés - Robert Harmsen
- Discussion avec l'audience

11:15 – 11:30 *Pause-café*

11:30 – 13:00 **Séance I**
La garantie (quasi)-juridictionnelle des DLF
prés. Jean-Claude Wiwinius

- Le Conseil d'État, gardien des Droits fondamentaux - Agnès Durdu
- Le rôle croissant de la Cour constitutionnelle - Francis Delaporte
- La garantie des Droits et Libertés par les juridictions ordinaires
Noémie Sadler
- Discussion avec l'audience

13:00 – 14:00

Déjeuner - buffet

14:00 – 15:45

Séance II

Table ronde sur le rôle respectif des organes non juridictionnels
prés. Jörg Gerkrath

- La Commission Consultative des Droits de l'Homme - Gilbert Pregno
- L'Ombuds-Comité pour les droits des enfants - René Schlechter
- La Commission Nationale pour la Protection des Données - Tine A. Larsen
- Le Centre pour l'égalité de traitement - Patrick Hurst
- Le Médiateur / Ombudsman - Claudia Monti
- La société civile - Claude Weber
- Intervention du Premier Ministre - Xavier Bettel, presenti
- Discussion avec l'audience

15:45 – 16:00

Pause-café

16:00 – 17:45

Séance III

L'impact du droit et de la jurisprudence européennes
prés. Katalin Ligeti

- L'impact de la Convention et de la Cour EDH - Georges Ravarani
- ECRI : missions et rapports sur le Luxembourg - Jean-Paul Lehnens
- Le soutien aux États membres à la mise en œuvre nationale des normes du Conseil de l'Europe - Tatiana Termacic
- L'application de la Charte des droits fondamentaux par la CJUE
Dean Spielmann
- Discussion avec l'audience

17:45 – 18:00

Conclusions
Silvia Allegrezza

18:00

Réception de clôture et cocktail